

DÉMÉNAGEMENT

Genève trop chère pour le HCR

Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) viennent d'annoncer des mesures de délocalisation. Un avertissement que les responsables genevois et suisses ne devraient pas sous-estimer, alors que les 30 000 fonctionnaires internationaux soutiennent l'économie locale à hauteur de cinq milliards de francs par année.

Le HCR va ainsi transférer 129 postes, surtout des fonctions administratives, de Genève à Budapest au cours du premier semestre de l'année prochaine, et l'OMS une centaine de postes dans les services financiers vers l'Asie.

Selon le Haut Commissaire aux réfugiés Antonio Guterres, ce transfert concernant près de 15% des effectifs actuels de l'agence de l'ONU à Genève, permettra des

réductions substantielles de coût. La Hongrie a offert d'excellentes conditions, comme des locaux gratuits. Le HCR prévoit par ailleurs d'autres mesures de décentralisation pour limiter ses dépenses de personnel.

La qualité de l'accueil à Genève, le cadre naturel très agréable d'une ville à dimension humaine, compensent de moins en moins le coût de la vie, en particulier le niveau très élevé des loyers. Surtout, la baisse continue du dollar est en train de jouer un mauvais tour à la cité de Calvin.

Les contributions et les salaires dans les organisations internationales sont en dollars. Et les dépenses le plus souvent en francs suisses ou en euros. Résultat: le déficit se creuse et les pressions à des mesures d'économie augmentent.

Du Palais des Nations,
Blaise Lempen

CLIMAT

Le cinéma veut sauver la planète

Sorti cette semaine sur les écrans romands, *Un jour sur terre* sera sans doute un succès commercial. Son réalisateur, Alastair Fothergill, a signé *La planète bleue* (2004) qui a dégagé plus de 25 millions de dollars de recettes. Le même état d'esprit anime l'équipe de la BBC qui a tourné ces deux films: aider à comprendre la précarité de la vie animale, du moins pour quelques espèces, dont l'ours blanc, et persuader le public que la planète recèle des trésors qu'il lui appartient de protéger. La démarche est louable, les histoires touchantes et justes, malgré un parti pris si esthétisant qu'il en épuise les yeux.

Pourtant, comme pour *La planète bleue*, les producteurs de *Un jour sur*

terre semblent se tirer une balle dans le pied. Voulu écologique, ce film, au budget de 47 millions de dollars, magnifie surtout l'exploit: 200 lieux de tournage, dans 21 pays, cela en fait des déplacements! Sans compter les 250 jours de prises de vues aériennes, des hélicoptères pour capter le coucher de soleil du sommet de l'Everest. On s'interroge: quelle quantité d'énergie grise entraîne ce genre de record? Ne peut-on pas informer avec des moyens plus modestes?

Cette semaine: je choisis un livre pour faire découvrir à mes enfants les dangers qui menacent l'ours polaire.

Déméter

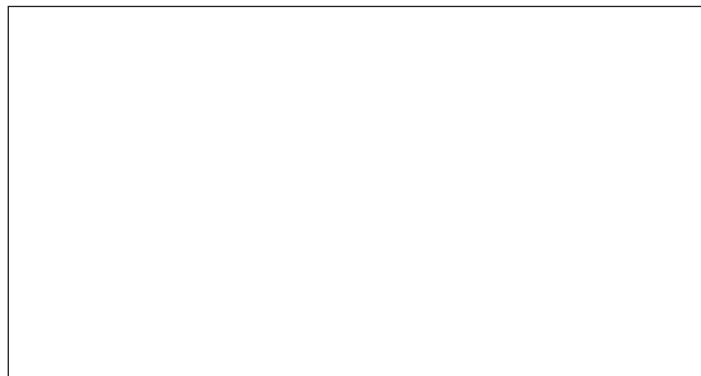
VOIX LIBRES

Un lecteur réagit

Civisme en danger (No 22 du 5 au 11 octobre)

J'apprécie beaucoup votre engagement et vous félicite sincèrement pour vos actions concernant la

liberté de la presse. J'ai lu cet été «Le principe d'humanité» de Jean-Claude Guillebaud, un émule de Jacques Ellul. J'en ai tiré beaucoup de choses dont une citation d'un

CETTE LETTRE EST ADRESSÉE
PERSONNELLEMENT À:

PHOTOVOLTAÏQUE

Le génie suisse passe inaperçu

Le 11 avril 1991, quatre entreprises biennoises inauguraient leur immeuble commercial dans le quartier industriel de Bözingen. L'événement, banal, n'a pas laissé de trace dans la mémoire collective suisse, alors qu'il s'agissait bel et bien du premier immeuble de l'histoire, dont la façade produisait de l'énergie électrique! Pour la première fois, des modules photovoltaïques, d'une puissance de 9 kW, avaient été confectionnés sur mesure par la société Atlantis Energie à Berne, à la demande de l'architecte Hostettler & Partner, pour garnir une partie de la façade sud de cet immeuble.

Rapidement, d'autres propriétaires en Suisse s'intéressèrent à cette nouveauté et l'année suivante la revue française *Systèmes solaires* décrivait ces réalisations sous le titre: «Photopiles, l'exemple suisse». Les avantages de cette combinaison étaient évidents: d'une part le coût d'infrastructure de la centrale solaire était payé par le budget de la construction et, d'autre part, le coût des éléments de revêtement de façade conventionnels pouvait être déduit du coût du générateur photo-

voltaïque.

Deux ans plus tard, un livre *Photovoltaïcs in architecture* (Birkhäuser Verlag) décrivait l'intégration des cellules solaires dans l'enveloppe des bâtiments et montrait de nombreuses réalisations en Suisse.

Soutenus par des programmes d'encouragement de la Confédération et des cantons, d'autres immeubles photovoltaïques ont vu le jour dont, à titre d'exemple, le bâtiment Wattwerk, à Bubendorf (BL), construit par Heinrich Holinger, l'un des pionniers du photovoltaïque en Suisse. Ce bâtiment assure son autonomie énergétique depuis fin 2003 et son bilan énergétique peut être suivi en temps réel sur Internet à l'adresse <http://www.wattwerk.ch/>.

Aujourd'hui, c'est dans le monde entier que de tels bâtiments, qui génèrent leur propre énergie (propre dans tous les sens), voient le jour, et si la Suisse joue encore un rôle de pionnier, c'est malheureusement dans l'indifférence générale des milieux économiques et politiques. Selon Stefan Nowak, chef du programme de recherche photovoltaïque de la Confédération, le taux de couverture des besoins en électricité atteignable en 2050 par le photovoltaïque est estimé à 20%. Il s'agit donc d'un énorme marché en perspective. La Suisse va-t-elle se réveiller avant d'avoir chassé la poule aux œufs d'or?

Richard Golay, Pully

Jean-Marc Cottier